

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, et M. Guy Verhofstadt, Premier ministre du Royaume de Belgique, sur la préparation de la conférence de Nice, la réforme des institutions européennes, l'élargissement de l'Union européenne et de la crise de la vache folle, Bruxelles, le 22 novembre 2000.

LE PRÉSIDENT - D'abord, je voudrais remercier le Premier ministre de son accueil. J'ai souhaité commencer cette tournée des capitales par la Belgique pour des raisons qui tiennent à l'ancienneté et la force de notre amitié. Et donc, c'est un mouvement spontané qui m'a conduit à souhaiter commencer par la Belgique.

Nous avons eu effectivement un entretien très positif. Nous devons réussir à Nice deux choses. La première, c'est une réforme des institutions qui permette à l'Union européenne, élargie demain, de fonctionner harmonieusement, c'est-à-dire de ne pas se bloquer. C'est capital. Cela exigera de grands efforts de tout le monde, de tout le monde. Ce sont les points qu'a soulignés le Premier ministre concernant la composition de la Commission, la pondération des voix, les coopérations renforcées, ce qui doit être décidé à la majorité qualifiée.

Sur ces différents points, qu'on appelle la CIG, il faudra que chacun fasse un effort, parce que si l'on devait, à Nice, arriver à un petit accord, il faudrait mieux purement et simplement constater un échec qui serait, d'ailleurs, très grave pour l'avenir de l'Europe, pour l'élargissement, pour l'euro, pour tout, et pour notre ambition commune naturellement. Il faudra vraiment que l'on fasse tous, sans exception, un effort important.

Et puis, il y a deuxième partie, c'est-à-dire tous les problèmes qui concernent la société. Là, nous sommes, je dois le dire, très proches l'un de l'autre, même si chaque pays a naturellement ses propres contraintes. Nous les avons évoqués. Cela touche tous les problèmes liés à la sécurité maritime, à la sécurité alimentaire, à l'environnement, aux problèmes économiques, aux problèmes sociaux avec l'agenda social.

Enfin, toute une série de problèmes pour lesquels nous arriverons, pour l'essentiel, à des résultats positifs qui marqueront bien notre volonté de prendre en considération les problèmes de nos concitoyens. Les traiter, c'est une chose, et c'est une chose importante, naturellement, parce que s'ils fonctionnent bien, c'est l'Europe qui fonctionne bien. Dans le cas contraire, cela ne marche pas.

Mais, pour nos concitoyens belges, français ou autres, ce qui est important c'est que leurs problèmes concrets, de tous les jours, soient pris en considération. Trop longtemps, l'Europe a été considérée comme lointaine par nos concitoyens, et notre intention, notre réflexion, actuellement, c'est précisément de prendre en compte les problèmes concrets que je viens d'évoquer rapidement.

Et puis, un mot, enfin, sur l'élargissement. Nous partageons aussi la même volonté de réussir l'élargissement pour une raison simple et qu'il faut que chacun comprenne. De quoi l'Europe a-t-

l'élargissement pour une raison simple et qu'il faut que chacun comprenne. De quoi l'Europe a-t-elle souffert le plus dans le passé ? C'est de ses divisions, qui ont entraîné des guerres avec tout le cortège de misère et de pauvreté, les retards dans le développement que cela impliquait. Nous ne voulons plus de cela. Nous voulons enraciner la démocratie et la paix. Pour cela, il faut le faire dans l'ensemble de l'Europe, d'où la nécessité de l'élargissement. Sur ces points, nous sommes aussi très proches de nos amis belges.

Voilà, en gros, ce dont nous avons parlé.

QUESTION - Sur l'élargissement. Pourquoi n'êtes-vous pas d'accord avec la proposition de la Commission concernant la fin des négociations au cours de l'année 2002.

LE PRESIDENT - Je ne voudrais pas qu'il y ait une ambiguïté. Le Conseil européen s'est prononcé. Il s'est prononcé à Helsinki. Il a décidé que l'Union européenne serait ouverte le 1er janvier 2003, ou le 31 décembre 2002, si vous voulez, à minuit. C'est une décision du Conseil européen. Il n'est pas question de remettre cette décision en cause et, d'ailleurs, cela n'aurait pas de signification car aucun pays ne sera prêt avant cette date.

Deuxièmement, le Conseil européen a considéré que, il a affirmé ce qu'on appelle le principe de différenciation, c'est-à-dire que chaque pays est traité séparément. Chacun a les mêmes chances. Chacun part vers l'objectif de l'adhésion avec exactement les mêmes chances. Nous n'avons pas l'intention de faire un choix politique. Nous sommes ouverts à chacun des pays qui sera prêt à entrer.

Cela est capital parce que supposez que l'on veuille faire des choix, ou accélérer les choses, pour des raisons, je dirais, politiques, au bon sens du terme naturellement. Cela aurait des conséquences très mauvaises. Car si un pays qui n'est pas prêt entre, c'est mauvais naturellement pour l'Union, dans laquelle cela apportera des perturbations, mais c'est également, et même encore plus, mauvais pour lui parce que les contraintes, qu'il sera obligé d'accepter s'il n'a pas fait les réformes pour permettre d'accepter ces contraintes seront telles que ceux qui souffriront, ce seront, naturellement, les populations, et en particulier les plus pauvres, par définition. Les contraintes sociales seront insupportables.

Donc, le système actuel est un système, je crois, parfaitement raisonnable et équilibré. Nous espérons le conduire à terme avec raison.

QUESTION - Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Président, vous souhaitez que l'Europe ne soit pas divisée. Mais on l'a vu au cours du Conseil agricole, l'Europe l'a été. Le ministre belge de l'agriculture a déclaré clairement que l'Union européenne n'est pas responsable de la situation. Est-ce que vous considérez que le compromis obtenu, il y a 48 heures, est satisfaisant, concernant les éleveurs français et européens ?

LE PRESIDENT - J'ai une certaine expérience de l'Europe, de l'agriculture en particulier, mais de l'Europe en général. L'Europe, c'est toujours la difficulté. Ce n'est pas un long fleuve tranquille. C'est en permanence des seuils qu'il faut franchir, des rochers qui se présentent et qui sont dangereux, et qu'il faut éviter. Ce n'est pas une chose simple.

Le très grand avantage, c'est qu'après avoir passé dix heures, vingt heures de négociations, eh bien ! Premièrement, on reste ami et deuxièmement, on a progressé. Alors, on n'a pas fait tout ce que tout le monde souhaitait, naturellement, mais on a progressé. On est parti en se serrant la main et en souriant en disant : " eh bien ! On en fera un peu plus la prochaine fois ". C'est inappréciable dans un monde où les choses se règlent d'habitude à coup de canons.

Donc, naturellement, la France aurait souhaité d'autres décisions. Elle plaidera pour qu'il y ait d'autres décisions. Elle défendra sa position, bien entendu, notamment en raison de la très grande souffrance qui est actuellement celle des éleveurs français. Je les connais bien. Mais, ne critiquons pas le système. Le système a fonctionné.

LE PREMIER MINISTRE - En tout état de cause, je crois qu'il est important de le souligner, il y a une décision maintenant qui a été prise par les ministres de l'agriculture. Cela est important, surtout le fait qu'à grande échelle, on va commencer des tests, des analyses, et que même une décision commune a été prise, a été souhaitée par beaucoup de pays.

A un certain moment, il y avait aussi de la réticence contre ces mesures-là par d'autres pays. Néanmoins, on a pu surmonter ces divergences et il y a une décision importante qui est là.

Maintenant, il faut l'appliquer le plus vite possible et même voir s'il n'est pas nécessaire d'aller plus loin dans le proche avenir.

QUESTION - Monsieur le Président, malgré les poignées de main et les sourires, ne pensez-vous pas que cette crise de la vache folle va vous poursuivre, en tous les cas jusqu'au Sommet de Nice, et qu'il risque d'y avoir, à Nice, un certain nombre de difficultés liées précisément à ce fardeau de la vache folle.

LE PRESIDENT - Il est certain que, d'abord, le problème de la vache folle, ce n'est pas Nice, c'est la population. Ce sont les personnes qui risquent d'être malades et les réactions d'une population, des populations qui sont inquiètes. C'est tout à fait évident, et donc nous aurons à en parler à Nice, sans aucun doute. J'espère que d'ici là des progrès seront faits.

Nous pensons, nous, Français qu'il est indispensable d'une part d'harmoniser nos législations, pour toutes sortes de raisons qui sont fondées essentiellement sur la nécessité du principe de précaution dès que la santé est touchée. Pour nous, rien n'est plus important que la protection de la santé des êtres humains.

Donc, c'est une première exigence. Et la deuxième, alors, elle est plus nationale. Elle concerne la situation actuelle des éleveurs, plus exactement de l'ensemble de ceux qui participent à la filière bovine. Cette situation est très difficile en France. Des premières mesures ont été prises, probablement que nous en prendrons d'autres pour répondre à cette détresse de gens qui n'y sont pour rien en réalité.

QUESTION - Dans les relations avec vos collègues, compte tenu des réactions, je dirais, unilatérales prises, ne craignez-vous pas que les négociations intercommunautaires soient plus difficiles ?

LE PRESIDENT - Non. C'est encore un des grands avantages de l'Europe, c'est que l'on sait classer les affaires. On peut être en désaccord. Je me souviens du temps où j'ai pris la décision de faire l'embargo sur les viandes britanniques. Cela a été une décision très dure à prendre, que j'ai prise au nom de la santé publique et du principe de précaution. Mais je dois dire, naturellement, que les réactions des Anglais, je les comprends, ont été très dures. Nous avons négocié très difficilement. Mais, pour autant, nous avons, sur les autres sujets que nous avions à l'époque en négociation pu continuer tranquillement. Cela, c'est un des grands acquis de l'Europe. C'est que cela crée un climat, une coresponsabilité, qui est importante.

QUESTION - Est-ce que vous avez aujourd'hui un peu plus de sérénité qu'après Biarritz ?

LE PRESIDENT - Cela, c'est peut-être au Premier ministre de répondre. Je vous dirai, moi, mon sentiment après.

LE PREMIER MINISTRE - Je crois, en tout état de cause, qu'on a eu une bonne discussion. On a encore une fois, je crois, expliqué nos points de vue. Je vais avoir l'occasion, dans quelques semaines au Parlement, aussi de bien expliquer, aller en détail dans cette prise de position de la Belgique. Je vais le faire devant la Commission du Sénat, devant la Commission de la Chambre mixte, juste avant de partir à Nice. Mais je crois que ce qui est important, et cela je l'ai aussi toujours exprimé à Biarritz, c'est la volonté de la Belgique d'avoir des institutions qui fonctionnent, qui fonctionnent aussi aujourd'hui, mais aussi après l'élargissement à 27 pays et qui peuvent avoir une bonne pratique dans l'avenir.

Donc, je crois que, là-dessus, cela a été une très bonne discussion aujourd'hui pour clarifier nos différentes positions. Je l'ai fait pour le Gouvernement belge, je vais le faire au Parlement et je vais, naturellement, aussi le faire au Sommet de Nice.

QUESTION - Est-ce que vous avez répété aujourd'hui à Monsieur CHIRAC ce que vous aviez dit à Biarritz ?

LE PREMIER MINISTRE - Qu'est-ce que j'ai dit à Biarritz ? Moi, j'ai lu dans la presse des tas de phrases que j'avais dites à Biarritz. Moi, je me demande qui était à

QUESTION - à tous les pouvoirs

LE PRESIDENT - Vous savez, je vais vous dire, ne croyez jamais ce qui est écrit.

LE PREMIER MINISTRE - Madame travaille pour le journal parlé. Donc, elle n'écrit pas à

LE PRESIDENT - Parce que, je vais vous dire, nous avons eu à Biarritz une discussion très, très

importante, au dîner. Je n'ai aucun souvenir -pourtant je vous assure, j'ai écouté avec une très grande attention, vous l'imaginez-, d'avoir entendu ce qu'on a prêté au Premier ministre belge. Aucun, et j'ai bien écouté. D'ailleurs, je dois dire que c'est vrai pour les autres aussi. J'ai vu qu'on prêtait des propos au Premier ministre du Luxembourg que je n'ai pas, non plus, entendus. Pourtant, je n'ai pas une oreille filtrante. Naturellement, il n'y avait aucun témoin. Alors, les choses sont rapportées. A l'origine, il y a quelqu'un de compétent qui rapporte, puis cela se déforme, etc. Et puis, au bout de quatre ou cinq interlocuteurs, quand cela vous arrive, c'est complètement déformé. C'est la raison pour laquelle je mets toujours en garde, ne mettez pas de propos entre guillemets dans la bouche des gens, parce que vous avez 99% de chances de vous tromper, ou plus exactement de ne pas faire votre métier correctement, c'est-à-dire de ne pas dire la vérité et vous n'y pouvez rien. On vous l'a dit. Seulement, le problème, c'est qu'on vous l'a dit après que cela ait été déformé par toute une ligne de gens, pas toujours de bonne foi.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez dit qu'un échec ou un petit succès à Nice serait grave pour l'euro

LE PRESIDENT - Pour l'Europe et pour l'euro, pour l'élargissement et pour l'ensemble de l'Europe.